

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 03/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ESKA (ex GDE METALIFER)

3A route du Rohrschollen
67000 Strasbourg

Références : 0587/MS/AG

Code AIOT : 0006700587

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2023 dans l'établissement ESKA (ex GDE METALIFER), implanté 3a route du Rohrschollen 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incendie

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA (ex GDE METALIFER)
- 3a route du Rohrschollen 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations de la rue du Rohrschollen étaient exploitées par la société GDE jusqu'en 2022. Elles ont depuis été reprises la société ESKA (groupe DERICHEBOURG).

Le site est agréé pour les opérations ayant trait aux VHU, y compris leur broyage.

L'établissement est réglementé par des prescriptions préfectorales du 29 mars 2021 (AP du 29/03/2021). Il a initialement été autorisé en 1996.

L'établissement relève de la directive IED : il est soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), applicables à certaines installations de traitement de déchet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	visite en cours d'incendie	Autre du 01/07/2023	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a missionné un laboratoire pour les analyses post accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : visite en cours d'incendie

Référence réglementaire : Autre du 01/07/2023
Thèmes : Risques accidentels, incendie en cours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Confinement des eaux Solutions de secours pour éviter un débordement dans la darse
Constats : Suite à l'incendie d'un stock en attente de broyage (VHU, métaux) de l'établissement Eska Derichebourg de la rue du Rohrschollen à Strasbourg, l'inspection est intervenue entre 14 h et 19 h, samedi le 1 ^{er} juillet 2023. D'abord téléphoniquement, par contact avec l'agente d'astreinte, les sapeurs-pompiers, la responsable QSE de l'entreprise, le directeur de site et le directeur d'un centre de transit de déchets liquides (pour le stockage éventuel des eaux d'extinction, qui ne s'est pas avéré possible dans ce centre). Le déplacement sur les lieux a été décidé vers 15h30 à la demande du sous-préfet de permanence et du commandant des opérations sur site. Le motif en a été la question de la gestion des eaux d'extinction en relation avec le risque de débordement dans la darse des eaux retenues sur le quai et dans le réseau des eaux pluviales. Pour prévenir ce risque, l'exploitant a activé une noria de camions-citernes acheminant les eaux vers d'autres sites Derichebourg de Strasbourg : en premier lieu celui de la rue du Havre. Le chantier de la rue de la Minoterie a aussi été mis en alerte. L'inspection est arrivée rue du Havre à 16 h 20, où elle a constaté le début des transferts et le fait que la capacité du bassin de la rue du Havre était presque totalement libre. Elle s'est ensuite rendue rue du Rohrschollen, où des discussions avec les sapeurs-pompiers français et allemands ont conduit à dégager une solution de confinement supplémentaire par l'utilisation de barrages acheminés par le centre de secours d'Achern (arrivés sur site après les opérations d'aspersion). La vanne de confinement du site, fermée, a été constatée fuyarde (mousse dans la darse au pied de l'exutoire). L'exploitant a pu y porter remède vers 19 h 30, postérieurement à l'arrêt des opérations d'aspersion des déchets intervenue à 18 h 15. Suivant les pompiers, de l'émulseur fluoré a été utilisé pendant les dernières heures d'aspersion. Une nouvelle visite a été programmée lundi 3 juillet au matin. C'est également à cette date qu'interviendra le laboratoire contacté par l'exploitant pour les analyses post accident (réseau RIPA).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet